

Série grise

Juin 2022

Les impacts macroéconomiques du nouveau contexte international sur les Outre- mer français

Auteur :

Bertrand SAVOYE, Agence française de développement (AFD)

#MondeEnCommun

TABLE DES MATIERES

Résumé.....	3
Introduction.....	3
1. La conjoncture économique récente des Outremer	4
2. Les estimations de l'impact économique de la guerre en France métropolitaine	5
3. Les impacts potentiels sur les économies ultramarines	6
4. Les premières tendances sur 2022	8
5. L'impact de la crise sur le secteur du nickel et sur l'économie	10
Sources documentaires sur la conjoncture récente	12

RESUME

En France métropolitaine, les estimations de l'impact économique de la guerre en Ukraine sont comprises entre -0,5 et -1 point de PIB environ en 2022 et, de façon cumulée, entre 0 et -2 points de PIB environ à l'horizon 2024. Ces estimations pourraient néanmoins être révisées pour annoncer des baisses plus marquées, compte tenu d'une situation conjoncturelle plus mauvaise que prévue.

Dans les Outre-mer, l'impact sur la croissance économique ne devrait à ce stade probablement pas être plus élevé qu'en métropole. En effet, les secteurs d'activité potentiellement exposés ont un poids économique relativement restreint, l'inflation n'est jusqu'à présent pas supérieure à celle de la métropole et le poids important du secteur non marchand, dont le niveau d'activité demeure assuré par les flux financiers en provenance de la métropole, devrait encore exercer un effet amortisseur, comme lors de la crise sanitaire. L'impact pourrait néanmoins être plus marqué sur la consommation des ménages.

Par ailleurs, si l'impact est relativement modéré au niveau macroéconomique, il pourrait en revanche être important dans certains secteurs d'activité, du fait de risques de diminution de la demande externe. Enfin, cet impact intervient dans un climat socio-politique déjà dégradé dans plusieurs territoires ultramarins.

La Nouvelle Calédonie est le seul territoire ultramarin où la guerre en Ukraine pourrait avoir sur le plan macroéconomique un impact nul, voire légèrement positif, les effets récessifs étant neutralisés grâce aux retombées de l'envolée des cours du nickel. A l'opposé, comme lors de la crise sanitaire, la Polynésie risque d'être le territoire le plus affecté.

INTRODUCTION

Le choc économique de la guerre en Ukraine peut paraître modéré au regard du choc connu en 2020 du fait des mesures de contrôle de la crise sanitaire. Il s'avère néanmoins complexe à analyser, au point que l'INSEE se limite prudemment à fournir « *non pas des prévisions, mais des éléments d'appréciation* », en considérant la « *prévision économique particulièrement incertaine, précisément parce qu'elle dépend en partie de facteurs qui ne relèvent pas de l'analyse conjoncturelle habituelle, qu'il s'agisse par exemple de l'évolution de la situation militaire ou de celle des sanctions contre la Russie* »¹. Par ailleurs, l'impact de la guerre tend à accentuer des tendances déjà présentes ces derniers mois (la progression de l'inflation et la remontée des taux d'intérêt, les difficultés d'approvisionnements en intrants et la rupture de certaines chaînes de production, l'allongement des délais du fret maritime et surtout la hausse de son prix²...) et il paraît difficile d'estimer ses effets séparément. Aussi l'analyse proposée traite plus largement de l'impact du contexte international en ce début d'année que de l'impact de la guerre stricto sensu.

Cette note adopte la même prudence que l'INSEE, en apportant des éléments d'appréciation de la situation ultramarine au regard de ceux établis sur la France métropolitaine. Cette approche comparative avec la métropole est retenue faute de disposer pour le moment d'éléments statistiques sur l'évolution de l'activité économique depuis le déclenchement de la guerre (à l'exception des indices de prix à la consommation). Elle se justifie par l'étroitesse des relations économiques entre les DOM, et dans une moindre mesure les territoires du Pacifique, avec la métropole, dans le domaine des finances publiques ou des politiques salariale et tarifaire comme dans celui des échanges extérieurs.

La note présente dans un premier temps la situation conjoncturelle récente des Outremer, puis les estimations de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie française et les spécificités des canaux potentiels de transmission de la crise dans les Outremer, avant d'évoquer les premières tendances conjoncturelles récentes et de proposer un développement particulier de la situation calédonienne, compte tenu de l'envolée au mois de mars des cours du nickel.

¹ INSEE, « La croissance et l'inflation à l'épreuve des incertitudes géopolitiques », note de conjoncture, 16/3/2022

² Selon le World Container Index (source Drewry Supply) ou le Freightos Baltic Index (FBX), les prix moyens du fret maritime des containers auraient été multipliés respectivement par cinq ou par sept environ entre le début de l'année 2020 et septembre 2021. Le FBX a progressé de 1431\$ au 1/1/2020 à 11 109 \$ le 10/9/2021

1. LA CONJONCTURE ECONOMIQUE RECENTE DES OUTREMER

Les estimations provisoires du PIB en 2021 des différents territoires d'Outremer issues des comptes économiques rapides ne seront disponibles que dans quelques mois. Toutefois, après avoir connu en 2020 une baisse de la croissance du PIB en volume environ moitié moindre que celle observée en métropole (hormis pour la Polynésie française)³, différents éléments permettent de supposer que la reprise de l'activité soit a contrario en 2021 moins forte dans les Outremer qu'en métropole où elle atteint +7% de croissance du PIB en termes réels.

Premièrement, le poids du secteur non marchand dans les Outre-mer⁴ devrait atténuer les effets de la reprise de l'activité marchande, de même qu'il a atténué a contrario l'ampleur de la crise en 2020, grâce au maintien relatif de son activité par les flux de transferts publics de la métropole.

Deuxièmement, alors que les territoires d'Outremer ont été relativement épargnés par les deux premières vagues épidémiques en 2020, l'incidence de la crise sanitaire a été plus marquée en 2021.

Troisièmement, des mouvements sociaux importants se sont développés à partir du second semestre 2021 dans les Antilles, en réaction aux mesures d'obligation vaccinale pour les personnels soignants et les sapeurs-pompiers. Ces mouvements ont perturbé l'activité économique et érodé en particulier à la Guadeloupe la confiance des ménages et des entreprises, comme l'illustre la chute de dix points de l'indicateur du climat des affaires mesuré par l'IEDOM au quatrième trimestre 2021⁵.

Au final, on peut supposer que les économies d'Outre-mer, excepté dans les territoires du Pacifique, ont compensé comme en métropole la chute de l'activité connue en 2020 et retrouvé un niveau d'activité proche de celui connu avant la crise. Ainsi les entrepreneurs ultramarins interrogés au 4^{ème} trimestre 2021 dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM-IEOM estimaient que leur chiffre d'affaires avait progressé en 2021 de 8% dans la zone Océan Indien (La Réunion et Mayotte) et de 2% dans la zone Atlantique (Antilles et Guyane) et connu une légère baisse dans la zone Pacifique (cf. Graphique 1). Par ailleurs, les prévisions pour l'année 2022 étaient à cette période positives, même si la conjoncture avant l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe était sans doute moins dynamique qu'en métropole⁶. Par ailleurs 2021 a été dans les Outremer comme en France métropolitaine une bonne année dans le domaine de l'emploi, avec une baisse du taux de chômage et une progression de l'emploi salarié, l'emploi salarié privé dépassant en fin d'année le niveau atteint avant la crise sanitaire.

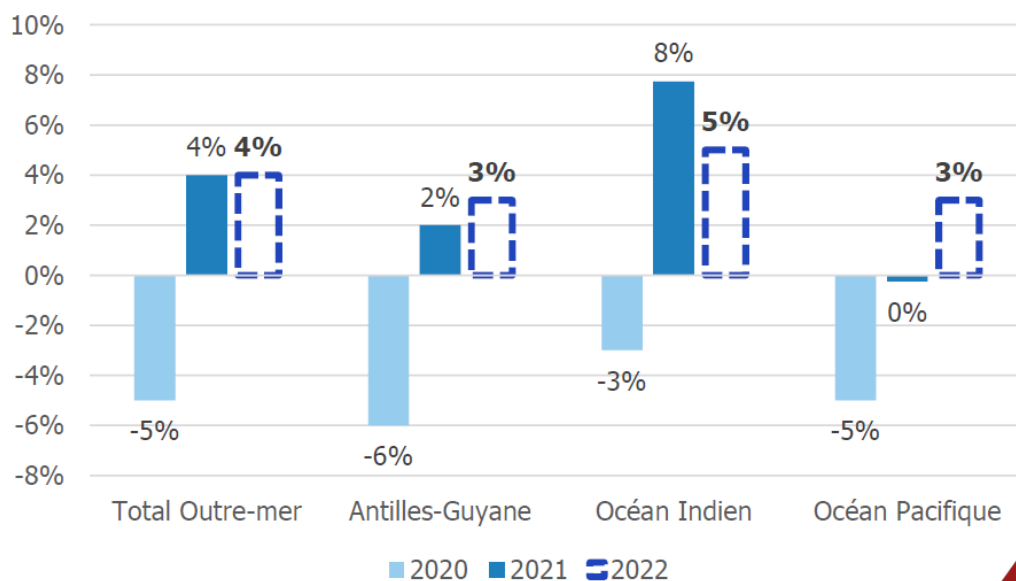
³ Baisses du PIB en 2020 de -2,6% en Nouvelle Calédonie, -2,7% en Guyane, -3,9% à la Martinique, -4,2% aux Antilles et -7,6% en Polynésie française contre -8% en métropole (sources : comptes économiques rapides CEROM pour les Outre-mer et INSEE pour la métropole).

⁴ Pour mémoire, ce secteur représente 22% du PIB en métropole, 25% en Nouvelle Calédonie, 36% à La Réunion, 38% en Polynésie, 42% en Guyane, 45% aux Antilles et 52% à Mayotte

⁵ Cet indicateur est resté stable en revanche à la Martinique et à la Réunion

⁶ L'essor de l'activité au mois de février 2022 a conduit la Banque de France à réviser à la hausse au mois de février 2022 les projections macroéconomiques effectuées fin 2021 (croissance du PIB en volume de 3,9% au lieu de 3,6% en 2022)

Graphique 1 : Taux d'évolution annuelle du chiffre d'affaires estimé par les entrepreneurs ultramarins par rapport à l'année précédente et prévision pour 2022 (reproduit de IEDOM-IEOM)



Source : IEDOM-IEOM, enquête de conjoncture T4 2021

2. LES ESTIMATIONS DE L'IMPACT ECONOMIQUE DE LA GUERRE EN FRANCE METROPOLITAINE

Les analyses produites sur l'économie française considèrent jusqu'à présent que l'impact de la crise devrait être relativement modéré. Suivant les projections macroéconomiques réalisées au mois de mars par la Banque de France, la baisse du PIB en volume serait en 2022 de -0,5 point dans un scénario dit conventionnel et de -1,1 point dans un scénario dégradé, et en 2024 la baisse cumulée serait comprise entre 0 et -1,7 point suivant les deux scénarios⁷. Les travaux de l'INSEE se sont focalisés sur l'impact de la hausse des prix d'importation de l'énergie, en recourant au modèle MESANGE ainsi qu'au modèle multi-pays GEM pour les effets de bouclage international. En prenant pour hypothèse un maintien des prix d'importation des matières premières énergétiques observées début mars⁸ jusqu'en fin d'année 2022, l'impact sur le PIB serait de -1% sur l'ensemble de l'année.

Les projections macroéconomiques de la Banque de France comme les analyses de l'INSEE distinguent peu ou prou quatre différents canaux de diffusion :

- la hausse du prix des matières premières : pour les matières premières importées cette hausse affecte à la baisse le PIB et à la hausse les prix à la consommation ;
- les incertitudes sur l'investissement et la consommation, suite à l'érosion de la confiance des ménages et des entrepreneurs et à la montée anticipée des tensions financières. Ces incertitudes entraîneraient selon les projections de la Banque de France une baisse cumulée comprise entre -0,5 et 1 point de PIB à l'horizon 2024 ;
- la baisse de la demande externe, qui affecte à la baisse les exportations de biens et services. Même si les échanges entre la France et la Russie et l'Ukraine sont relativement limités, la contagion des effets de la crise sur les pays destinataires des exportations entraînerait une baisse cumulée comprise entre -0,5 et -1,4 point de PIB ;
- les problèmes d'approvisionnement et de rupture des chaînes de production, qui restent à ce stade difficiles à estimer, ce d'autant que s'ajoutent aux effets de la guerre russo-ukrainienne ceux liés aux mesures de confinement prises en Chine. Néanmoins, ces problèmes risquent de s'étendre au-delà des secteurs d'activité identifiés dans un premier temps et pourraient conduire à réviser à la hausse l'impact économique de la crise.

⁷ La BCE a produit une estimation d'impact moins importante pour l'ensemble des pays de la zone Euro : -0,5 point de croissance du PIB en volume en 2022, -0,1 point en 2023 et 0 en 2024.

⁸ Soit 125\$ le baril de Brent pour le pétrole, 215€ par MWh pour le gaz et 390€ par tonne pour le charbon. Début mai, au moment de la rédaction de la note, ces cours se situent à des niveaux plus bas (respectivement 113\$, 75€ et 320\$), mais cette situation très volatile peut encore évoluer à la hausse avec les mesures d'embargo prises par les pays de l'Union Européenne.

3. LES IMPACTS POTENTIELS SUR LES ECONOMIES ULTRAMARINES

Dans les Outre-mer, ces différents canaux devraient avoir a priori en eux-mêmes des effets relativement modérés.

Concernant le premier canal, même si les niveaux de prix à la consommation sont plus élevés dans les Outremer que dans la France métropolitaine, on observe par le passé une évolution moyenne des prix à la consommation relativement similaire en France métropolitaine et dans les DOM, les mouvements des prix étant plus ou moins en phase suivant les périodes. Cette concordance s'explique pour les DOM par la prépondérance des échanges en provenance de la métropole et par des mécanismes de formation des prix pour la plupart identiques (tarifs publics, modes de détermination des salaires)⁹.

Au regard de la guerre russo-ukrainienne, les trois catégories de postes de dépenses a priori les plus exposées à des hausses de prix, les produits alimentaires, les services de transports et les dépenses relatives à l'électricité, au gaz et au logement, représentent à peu près la moitié du budget des ménages en métropole comme dans quatre des cinq DOM¹⁰ (cf. Tableau 1). A Mayotte, ces trois catégories représentent un poids en revanche plus important (57%).

En France métropolitaine, les prix à la production ont augmenté beaucoup plus rapidement que les prix à la consommation. Ainsi, les prix à la production agricoles ont augmenté sur un an au mois de mars 2022 de +27% et les prix à la production industrielle de +24% (+11% hors énergie). On peut supposer que ces prix risquent d'augmenter dans les Outre-mer plus fortement qu'en métropole, compte tenu de la part plus importante des intrants importés, mais ce problème se posera pour une part du champ productif plus restreinte : si dans l'ensemble le poids économique de l'agriculture est comparable à la France métropolitaine, celui de l'industrie manufacturière est nettement inférieur¹¹.

Par ailleurs, deux éléments d'information tendent à nuancer ces risques d'augmentation plus rapide des prix à la production :

- même si la hausse des prix du transport maritime et côtier de fret en France est en mars de +75% sur un an, le prix du fret maritime de containers a nettement baissé en moyenne¹² depuis le début de l'année, après avoir atteint des sommets au troisième trimestre 2021 : -16,9% pour le Drewry WCI et -6,6% pour le FBX¹³ ;
- du fait de la péréquation tarifaire entre la métropole et les DOM, certains tarifs demeureront identiques : c'est le cas notamment de l'électricité qui ne progressera que de 4% en 2022.

Tableau 1: Part des principaux postes de dépenses exposés aux hausses de prix dans le budget des ménages

	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Transports	16,3	19,7	20	18,1	19,8	18,1
Produits alimentaires	16,1	15,8	16	15,8	17	24,1
Logement, eau, gaz, électricité	16,3	13,7	14,5	19,3	13,7	14,9
Part dans le budget des ménages	48,7	49,2	50,5	53,2	50,5	57,1

Source : Enquête budget de famille 2017, INSEE

Le second canal, lié à la confiance des ménages et des chefs d'entreprises, est difficile à anticiper dans les Outre-mer. En effet, même si les impacts négatifs de la guerre devraient être en eux-mêmes relativement minimes, ils interviennent dans ces territoires dans un climat socio-politique assez dégradé, caractérisé notamment par une défiance accrue à l'égard des institutions.

Pour le troisième canal lié la demande externe, la crise ne devrait avoir d'effet direct dans les Outre-mer que dans quelques secteurs. Cet effet sera positif dans le secteur du nickel en Nouvelle Calédonie (56% de croissance du cours depuis le début de l'année) étudié plus loin, ainsi que dans le secteur de l'or en Guyane (12% de croissance du cours

⁹ Cf. Chauvin V., Hugounenq R., (2006), « les évolutions comparées des prix à la consommation dans les DOM et en métropole », Bulletin de la Banque de France n°151

¹⁰ Cf. INSEE, L. Audoux, C. Mallemanche, « La consommation des ménages dans les DOM en 2017 », 1/2020

¹¹ Environ 12% du PIB en France métropolitaine contre 10% en Guyane et moins de 8% dans les autres territoires.

¹² Ces moyennes peuvent recouvrir de fortes disparités suivant les routes maritimes.

¹³ L'indice Drewry Wold Container Index (Drewry WCI) est passé de 9304\$ au 1/1/2022 à 7728\$ le 5/5/2022, l'indice Freightos Baltic Index (FBX) est passé de 9 293 \$ au 1/1/2022 à 8710\$ le 6/5/2022.

depuis le début de l'année)¹⁴. Il sera en revanche négatif dans le secteur spatial en Guyane qui générerait selon l'INSEE 15% du PIB en 2014¹⁵, suite à l'arrêt des tirs de fusées Soyouz. Douze lancements étaient prévus en Guyane en 2022, dont quatre à partir des fusées Soyouz. L'utilisation d'autres services de lancement en service (Ariane 5 et Vega) ou en projet (Ariane 6 et Vega C) en remplacement de ces lancements annulés est à l'étude ;

Hormis ces secteurs, le commerce extérieur de biens et services avec la Russie et l'Ukraine ne représentait que 0,1% des exportations et des importations des Outre-mer. De même, les clientèles russe et ukrainienne représentaient une part marginale, inférieure à 1%, de la fréquentation touristique dans les Outre-mer¹⁶.

En revanche, plusieurs effets indirects sont à prévoir. Le plus important découle de la forte augmentation des coûts du transport aérien de passagers. Selon l'indice des prix du transport aérien de passagers mesuré par la Direction Générale de l'Aviation Civile, les prix au départ de +27% à La Réunion, de +11% en Guyane, de +9% à la Guadeloupe et de +7,5% à la Martinique, et les prix au départ de la métropole vers les Outre-mer de +13,5%. Ces fortes augmentations pourraient faire baisser la fréquentation touristique d'autres clientèles et affecter le secteur du tourisme, qui représente un poids économique néanmoins plus faible que dans la France métropolitaine (en moyenne autour de 5% du PIB des DOM sur la période 1993-2007¹⁷ contre 7 à 8% en France métropolitaine).

On peut s'attendre également à des effets de détournement de marché. Ainsi, les planteurs de bananes craignent que les exportations de bananes sud-américaines vers les marchés russe et ukrainien soient réorientées vers le marché européen et exercent une concurrence accrue à l'égard des bananes antillaises¹⁸. De même, les éleveurs s'inquiètent d'un écoulement à bas prix de productions animales excédentaires sur le marché français ou européen.

Enfin, la part de l'industrie manufacturière dans les économies ultramarines étant limitée, **le quatrième canal relatif aux ruptures de chaînes de production** devrait avoir un impact macroéconomique modéré. Ces ruptures peuvent cependant concerner d'autres secteurs importants dans les Outre-mer tels que le secteur du bâtiment. Par ailleurs, les difficultés rencontrées en France dans des secteurs d'activité a priori peu concernés, tel le risque de pénurie de bouteilles pour le secteur viticole, appellent à une certaine prudence.

Au final, au regard de ces canaux de transmission de la crise comme de la structure des emplois et des ressources dans les DOM (cf. Graphiques 2), on peut à ce stade supposer que l'impact sur la croissance économique de la guerre en Ukraine ne sera pas plus élevé dans les Outremer qu'en métropole. Au niveau de la demande, la part des emplois qui ne seront pas exposés aux conséquences de la crise paraît en effet plus importante qu'en métropole :

- la consommation finale des administrations est de 20 points supérieure (respectivement 43% et 23% du PIB),
- la FBCF est de 2 points inférieure, elle est dans les DOM essentiellement publique, de sorte que son financement n'est pas remis en question à court terme,
- quant à la consommation finale des ménages, la part des dépenses les plus exposées paraît relativement proche (cf. Tableau 1 ci-dessus).

Cependant, même si l'impact sur le PIB n'est pas plus élevé dans les DOM qu'en métropole, il peut aller de pair avec une diminution de la propension à importer et à consommer, et donc par baisse plus marquée des importations côté ressources et de la consommation finale des ménages côté emplois. Dans cette configuration, une baisse plus marquée de la consommation des ménages pourrait se traduire par une perception de la crise plus forte dans les opinions ultramarines.

¹⁴ Le volume des exportations d'or guyanaïses demeure toutefois assez faible, de l'ordre d'une tonne en 2020

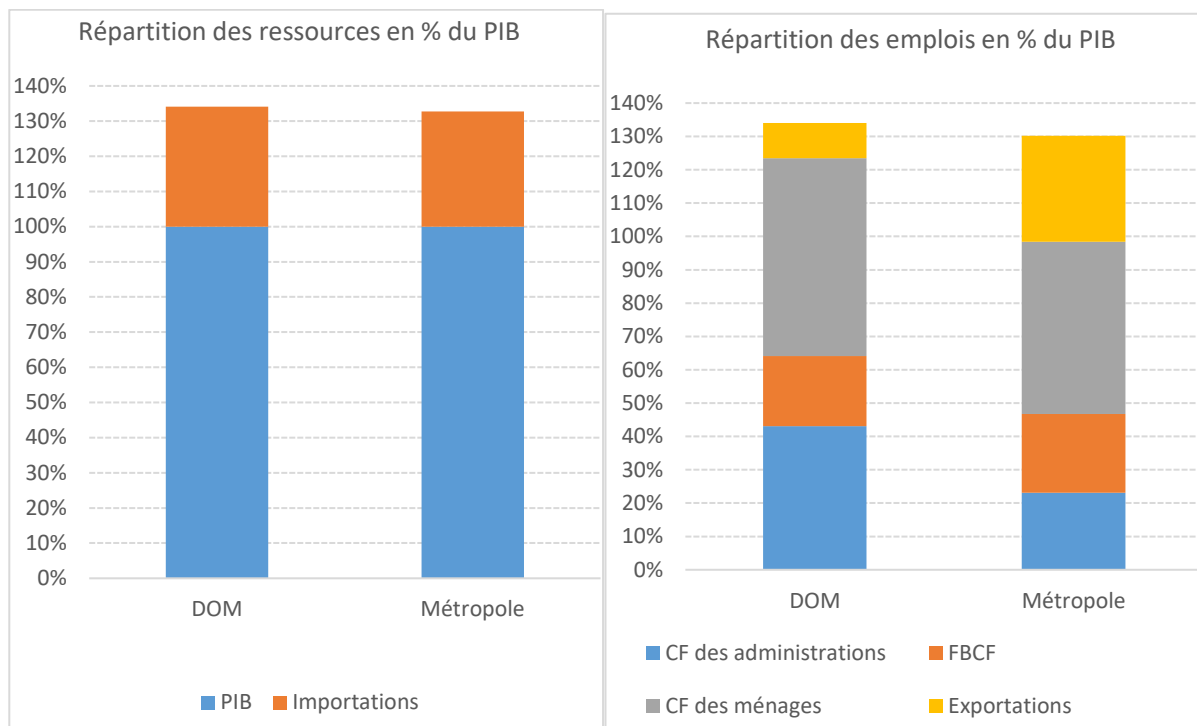
¹⁵ Cf. INSEE (2017), Dossier Guyane n°5, « L'impact du spatial dans l'économie de la Guyane ». Le poids de ce secteur atteignait 28% du PIB en 1990.

¹⁶ Hormis peut-être pour Saint-Barthélemy, cette question n'a pas pu être vérifiée faute d'informations

¹⁷ Cf. IEDOM (2015), « Le tourisme en Outremer », Note IEDOM

¹⁸ Cette concurrence s'étant par ailleurs déjà accrue depuis la fin du régime préférentiel de la banane Antillaise décidée par la Commission Européenne fin 2019

Graphiques 2 : Répartition des ressources et des emplois en % du PIB, dans les DOM et en métropole, en 2019



Source : CEROM, calculs AFD

4. LES PREMIERES TENDANCES SUR 2022

En France métropolitaine, le PIB en volume a stagné au premier trimestre (0,0%), les conséquences de la guerre s'ajoutant aux effets en janvier de la vague Omicron, et selon les prévisions de l'INSEE et de la Banque de France, il ne devrait progresser que de 0,25% au second trimestre. Cette stagnation remet en question les prévisions de croissance pour l'année 2022. Pour la Banque de France, ces prévisions étaient au mois de mars de +3,4% pour le scénario conventionnel et +2,8% pour le scénario dégradé, avec des effets plus marqués de la guerre russo-ukrainienne. La Banque de France les établit désormais à +2,3%. Il est à noter qu'au premier trimestre 2022 la stagnation du PIB en volume s'accompagne d'une baisse des dépenses de consommation des ménages en volume de -1,3%.

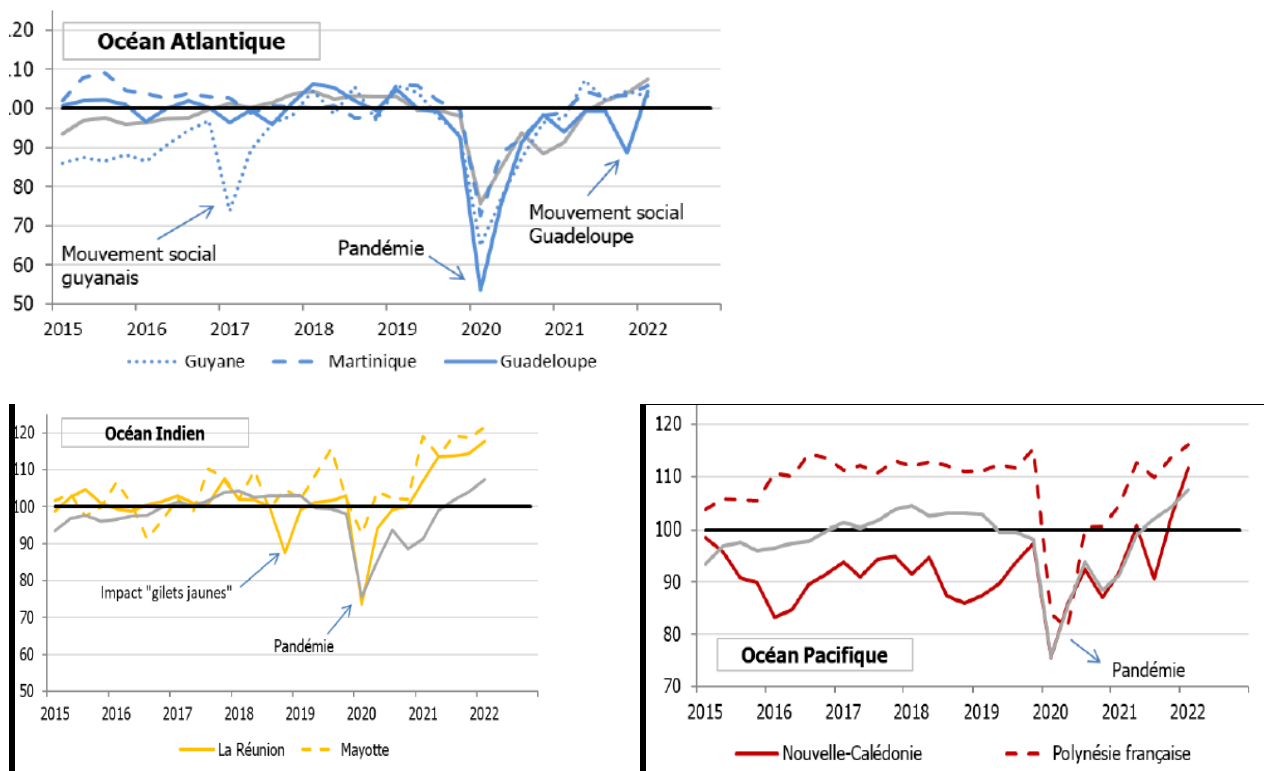
L'accélération de l'inflation aux mois de mars et d'avril (respectivement 4,5% et 4,8% sur douze mois et de 1,4% et 0,4% sur un mois) questionne également les projections relativement modérées de la Banque de France établies en mars (respectivement 3,7% et 4,4% durant l'année 2022 suivant les scénarios conventionnel et dégradé). L'INSEE estime que le taux d'inflation sur douze mois devrait continuer de progresser pour atteindre 5,2% en mai puis 5,4% en juin. Hors bouclier tarifaire, l'inflation serait relevée de 2 points et dépasserait 7% en juin, à un niveau proche de celui de la moyenne de la zone euro (7,5%). Néanmoins l'inflation sous-jacente, hors énergie et alimentation, demeure jusqu'à présent relativement maîtrisée (elle devrait atteindre 3,5% en juin), en l'absence d'une boucle prix-salaires comme on l'observe aux Etats-Unis.

Dans les Outre-mer, les données trimestrielles ou mensuelles sur l'activité économique ne sont pas encore disponibles pour le premier trimestre 2022, à l'exception des résultats provisoires issus des enquêtes de conjoncture de l'IEDOM-IEOM. Suivant ces résultats, on peut noter que :

- selon l'indicateur de climat des affaires de l'IEDOM-IEOM, les perspectives d'activité sont plutôt favorables, et en amélioration par rapport à la fin 2021 (Graphiques 3) ;
- 20% à 30% des chefs d'entreprises ressentent un impact fort de la guerre en Ukraine. Ce ressenti est nettement plus marqué dans les secteurs de l'agriculture et des IAA, de l'industrie et de la construction (Graphiques 4).

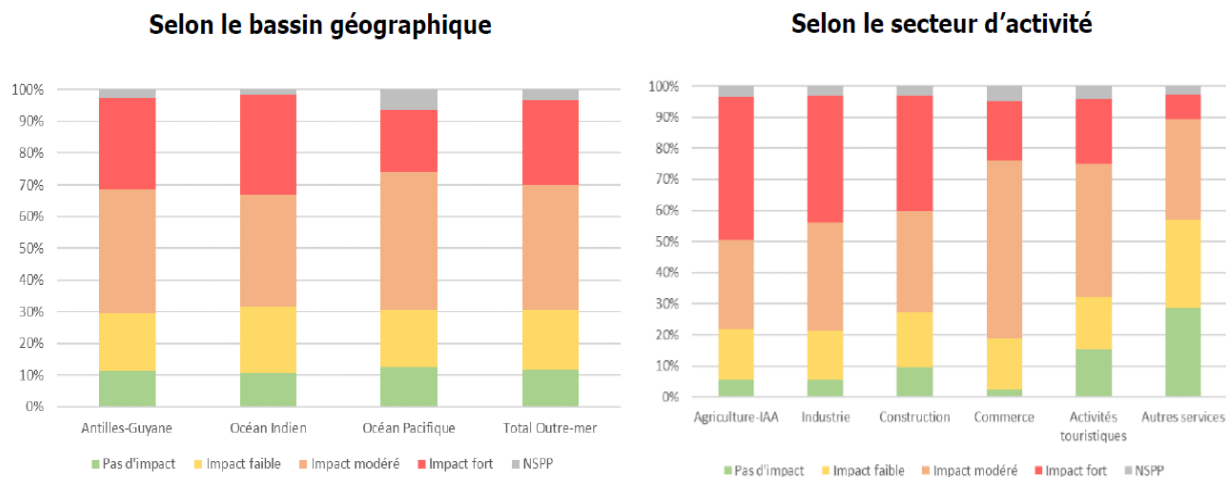
Ces résultats provisoires apparaissent ainsi concordants avec le scénario retenu à ce stade comme le plus probable, d'un impact macroéconomique relativement modéré, accompagné de quelques impacts sectoriels plus marqués.

Graphiques 3 : Evolutions de l'indicateur du climat des affaires IEDOM-IEOM depuis 2015 (reproduit de IEDOM-IEOM)



Sources : IEDOM-IEOM, enquêtes de conjoncture

Graphiques 4 : Impact de la guerre ressenti par les chefs d'entreprise par territoire et par secteur d'activité (reproduits de IEDOM-IEOM)



Source : IEDOM-IEOM, enquête de conjoncture T1 2022, résultats provisoires

On dispose par ailleurs dans l'ensemble des géographies des indices de prix à la consommation jusqu'au mois de mai 2022. On peut noter que l'inflation reste jusqu'à présent légèrement inférieure à celle observée dans la France métropolitaine, hormis à Mayotte et en Polynésie française (cf. Tableau 2). Comme pour la métropole, la progression des prix est particulièrement forte dans les postes liés aux dépenses d'énergie et de transports, et reste pour le moment relativement contenue pour les postes de dépenses alimentaires, hormis à Mayotte et en Polynésie française.

Tableau 2 : Evolution des prix dans les DOM et en métropole au mois de mai 2022, en %

	France	Martini- que	Guade- loupe	La Réunion	Guyane	Mayotte	Nvlle Calé- donie	Polyné- sie française
IPCH sur 12 mois	5,2	4,0	3,9	3,8	3,5	6,2	3,4	6,2
IPC sur 1 mois	0,7	-0,2	0,1	0,7	0,3	1,5	1,0	0,3
IPCH sur 3 mois	2,5	1,0	1,1	1,5	1,4	2,6	2,0	1,7
Aliment. sur 12 mois	4,3	2,9	3,2	5,4	4,2	7,8	4,6	8,7
Aliment. sur 1 mois	1	0,6	0,5	-0,2	0,5	1,4	0,8	1,5
Energie sur 12 mois	27,8	18,7	19	23,3	19	26,6	20,1	6,8
Energie sur 1 mois	1,6	-0,1		1,1	-0,1	1,6	6,5	0,4
Transports sur 12 mois	9	n.d.	n.d.	27	n.d.		8,4	5,5
Transports sur 1 mois	-0,8	-5,3	-5,2	11,6	-5,2		3,6	-2

Source : INSEE, ISEE, ISPF

5. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LE SECTEUR DU NICKEL ET SUR L'ECONOMIE

Le poids du secteur du nickel (extraction du minerai et production métallurgique) représente ces dix dernières années entre 4 et 9% du PIB et en moyenne 7%. Toutefois, si l'on cumule la contribution directe du secteur et ses impacts indirects et induits, ce secteur génère selon l'ISEE environ 20% de la richesse marchande produite en Nouvelle Calédonie¹⁹. On comprend donc les attentes suscitées par l'envolée des cours suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Ce boom des cours du nickel a conduit le 8 mars 2022 le London Metal Exchange (LME) à suspendre provisoirement la cotation, pour la première fois en 145 ans, et à annuler certains ordres, suite à un cours record de 101 365 USD la tonne contre 20 000 dollars environ en début d'année. Suite aux mesures prises pour limiter à 5% les hausses ou les baisses journalières par rapport aux cotations de la veille, le cours paraît se stabiliser depuis la fin mars dans un couloir compris entre 30 000 et 35 000 dollars, soit à un niveau trois fois supérieur à celui observé cinq ans plus tôt. A la date de rédaction de la note, le cours du nickel avait progressé de 56% par rapport au début de l'année (cf. Graphique 5).

Toutefois, hormis pour le marché spot de minerai brut à destination de la Chine (34% des exportations) qui s'établit sur la base de vente aux enchères, les prix de ventes du minerai calédonien ne se réfèrent pas aux cours du jour mais sont basés sur la moyenne des cours du LME du mois précédent pour la Corée du Sud (44% des exportations du minerai en 2021) et du trimestre précédent pour le Japon (22% des exportations du minerai). Dans ce cadre, les contrats devraient se négocier début mai aux alentours de 33 000 \$ pour la Corée du Sud et de 32 000 \$ pour le Japon.

Par ailleurs, concernant la production métallurgique, l'effet de cette progression des cours du nickel est en partie atténuée par la hausse du prix des intrants importés, notamment des ressources énergétiques. Le taux des consommations intermédiaires rapporté à la production est en effet élevé, de l'ordre de 80% environ en moyenne sur ces dix dernières années et le poste énergie (principalement le fioul, loin devant la houille, le gaz et les autres produits énergétiques) représente près du tiers des dépenses totales des opérateurs.

A un niveau macroéconomique, les conséquences économiques de la guerre et plus largement la conjoncture économique récente conjuguent plusieurs effets : la hausse des cours du nickel, la hausse des cours des matières

¹⁹ Cf. ISEE, E. Desmasures, Mapou, « L'impact du nickel en Nouvelle Calédonie, les impacts économiques en 2019 », synthèse ISEE

premières énergétiques, la baisse de la parité Franc Pacifique / dollar américain et la hausse des prix des autres produits importés, notamment alimentaires. Des analyses de sensibilité avaient été menées en 2018 en recourant au modèle SIMCA sur trois de ces chocs exogènes. Ils sont présentés ci-dessous à titre indicatif et demandent d'être interprétés avec réserve, car ce modèle se référait aux données économiques de 2015. Suivant ces analyses :

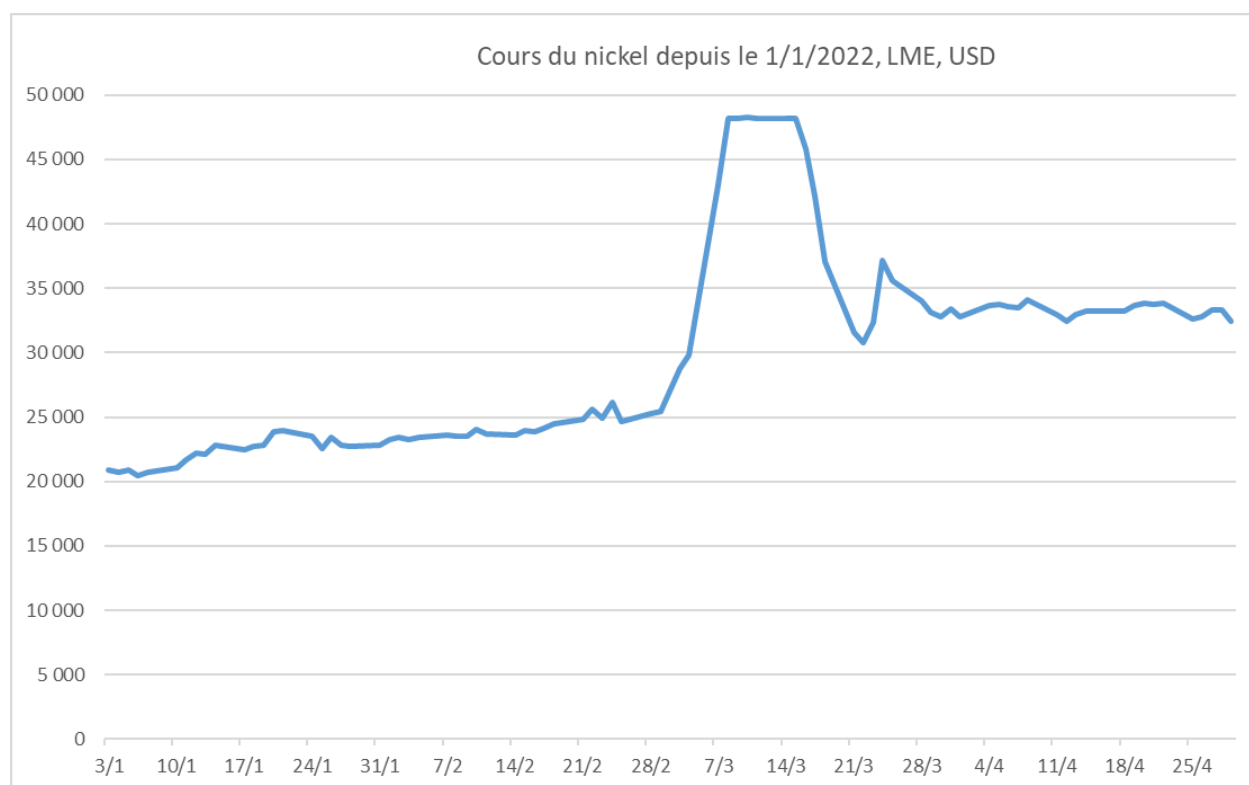
- une hausse des cours du nickel de 50% devait engendrer un gain de croissance du PIB de 0,2 point (la hausse étant de 56% depuis le début de l'année, elle serait suivant ces estimations de 0,22 point). Cet impact limité s'explique d'une part par le faible taux de valeur ajoutée de cette activité, mais également par le fait que la hausse des prix ne peut pas entraîner à court terme de hausse du volume de production, ce dernier étant contraint par des difficultés techniques rencontrées cette année à la fois par les mineurs et par les usines métallurgiques.
- une hausse des cours du pétrole de 25% devait entraîner une perte de 0,3 point de PIB (la hausse du cours du brent étant de 45% depuis le début de l'année, la perte devrait être de 0,54 point de PIB) ;
- enfin une baisse de la parité Franc Pacifique / USD de 25% devait entraîner un gain de 0,1 point de PIB (cette baisse étant de 7%, ce gain serait de 0,02 point).

Ainsi, suivant ces analyses qui ne prennent pas en compte l'effet récessif lié à la hausse du prix des autres produits importés, les impacts négatifs devraient l'emporter légèrement sur les effets positifs. Toutefois, on peut supposer que l'impact de la hausse des cours du nickel est sous-estimé par le modèle SIMCA²⁰ car (i) il ne prend pas en compte les effets d'entraînement intersectoriels qui tendent à plus que doubler la contribution du secteur à l'économie et (ii) il ne capte pas non plus l'effet favorable sur la confiance des investisseurs que peut susciter une évolution positive des cours.

Au final on peut considérer que l'impact devrait être à peu près nul sur l'économie, les effets positifs étant contrecarrés par des effets négatifs de même ampleur.

Concernant les finances publiques néo-calédoniennes, les retombées de la flambée des cours du nickel devraient également être minimales, puisque deux des trois usines métallurgiques bénéficient d'exonérations fiscales et la troisième, la SLN, peut faire appel aux déficits fiscaux des exercices antérieurs. Le contexte a néanmoins réactivé les discussions en vue de la mise en place d'une redevance à l'extraction et d'une taxe à l'exportation sur les produits miniers.

Graphique 5 : Evolution des cours du nickel sur le LME depuis le début de l'année



En conclusion, l'impact de la guerre en Ukraine ne devrait probablement pas dépasser dans les Outremer celui prévu pour la France métropolitaine, hormis en Polynésie Française, territoire qui faute ne bénéficie pas d'une filière comme le

²⁰ Simulations Macroéconomique Calédoniennes : Modèle macroéconomique développé pour le compte de l'IEDOM et l'AFD

nickel pour la Nouvelle Calédonie et de transferts de la métropole équivalents à ceux reçus par les DOM. Dans les DOM, le cas de la Guyane nécessite une attention particulière, afin d'observer les conséquences de l'arrêt des tirs de fusées Soyouz. Les enseignements de cette crise rejoignent ceux tirés de la crise sanitaire et appellent à rechercher pour ces territoires une plus grande autonomie énergétique et productive, notamment agro-alimentaire.

SOURCES DOCUMENTAIRES SUR LA CONJONCTURE RECENTE

Banque de France, « Projections macroéconomiques – mars 2022. Points clés des scénarios France, 13/3/2022

BCE, Projections macroéconomiques de mars 2022

IEDOM-IEOM, Conférence de presse du 12 mai 2022, Conjoncture 2021 et perspectives 2022 en Outremer

INSEE, « Le PIB marque le pas au 1^{er} trimestre 2022 », Informations rapides n°111, 29/4/2022

INSEE, « La croissance et l'inflation à l'épreuve des incertitudes géopolitiques », note de conjoncture, 16/3/2022

INSEE, Point de conjoncture, 9 mai 2022

À propos de l'Agence française de développement

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

Les impacts macroéconomiques du nouveau contexte international sur les Outre-mer français

Au mois de juin 2022, les estimations de l'impact économique de la guerre en Ukraine sont comprises entre -0,5 et -1 point de PIB environ en 2022 et, de façon cumulée, entre 0 et -2 points de PIB environ à l'horizon 2024. Ces estimations pourraient néanmoins être révisées pour annoncer des baisses plus marquées, compte tenu d'une situation conjoncturelle plus mauvaise que prévue.

Dans les Outre-mer, l'impact sur la croissance économique ne devrait à ce stade probablement pas être plus élevé qu'en métropole. En effet, les secteurs d'activité potentiellement exposés ont un poids économique relativement restreint, l'inflation n'est jusqu'à présent pas supérieure à celle de la métropole et le poids important du secteur non marchand, dont le niveau d'activité demeure assuré par les flux financiers en provenance de la métropole, devrait encore exercer un effet amortisseur, comme lors de la crise sanitaire. L'impact pourrait néanmoins être plus marqué sur la consommation des ménages.

Par ailleurs, si l'impact est relativement modéré au niveau macroéconomique, il pourrait en revanche être important dans certains secteurs d'activité, du fait de risques de diminution de la demande externe. Enfin, cet impact intervient dans un climat socio-politique déjà dégradé dans plusieurs territoires ultramarins.

La Nouvelle-Calédonie est le seul territoire ultramarin où la guerre en Ukraine pourrait avoir sur le plan macroéconomique un impact nul, voire légèrement positif, les effets récessifs étant neutralisés grâce aux retombées de l'envolée des cours du nickel. A l'opposé, comme lors de la crise sanitaire, la Polynésie risque d'être le territoire le plus affecté.

Agence française de développement (AFD)

5, rue Roland Barthes – 75012 Paris

www.afd.fr